

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 18 MARS 2019

mettant en demeure la société SCHROLL pour ses installations
situées 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG,
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de la Région Grand Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU l'arrêté du 18 juin 2003 autorisant la société SCHROLL à développer ses activités et à étendre ses installations à Strasbourg ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2012 fixant à la société SCHROLL des prescriptions complémentaires relatives à l'autosurveillance des eaux souterraines au droit de son site, 6 rue de Cherbourg à Strasbourg ;
- VU le rapport du 6 mars 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article 43 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 qui dispose que : « *L'exploitant doit périodiquement contrôler l'état de son réseau et, si cela s'avère nécessaire, le curer et le réparer sans délai.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 28 février 2019, que le réseau de collecte des eaux pluviales et usées n'est pas contrôlé périodiquement ;

CONSIDÉRANT l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 qui précise que : « *L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 28 février 2019, qu'aucune inscription du piézomètre PZ3 n'a été réalisée à la banque du sous-sol ;

CONSIDÉRANT l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 qui stipule que : « *L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 28 février 2019, qu'aucune carte des courbes isopièzes n'a été présentée ni produite ;

CONSIDÉRANT l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 qui dispose que : « *L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, [...]* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est apparu lors de la visite d'inspection du 28 février 2019 que les résultats des analyses des eaux souterraines ne fait l'objet d'aucun commentaire ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L.171-8 du Code de l'environnement qui précise qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société SCHROLL, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg à STRASBOURG est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, de respecter, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles cités de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 et de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012, reprises ci-après en gras :

Article 43 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2003 – Collecte des eaux pluviales et usées : « *[..]L'exploitant doit périodiquement contrôler l'état de son réseau et, si cela s'avère nécessaire, le curer et le réparer sans délai. [...]* ».

Article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 : « *[...] L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.* ».

Article 5 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 : « *[...] L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.* » ;

Article 8 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2012 : « *[...] L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires.* » ;

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société SCHROLL, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY